



Préfecture de Région
Région Provence Alpes Côte d'Azur

**Mission de contrôle technique des
constructions au profit des services
déconcentrés de l'Etat et de certains
établissements publics en région PACA**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Table des matières

Article 1 - Préambule – Contexte.....	4
Article 2 - Objet de l'accord-cadre.....	4
Article 3 - Définitions.....	4
3.1 Contrôle technique de la construction.....	4
3.2 Résultat du marché.....	4
3.3 Savoir-faire apporté par le pouvoir adjudicateur.....	4
3.4 Connaissances antérieures.....	5
3.5 Tiers désignés.....	5
Article 4 - Allotissement.....	5
Article 5 - Procédure de passation.....	5
Article 6 - Forme et étendue de l'accord-cadre.....	5
Article 7 - Durée de l'accord-cadre.....	6
7.1 Cadre général.....	6
7.2 Reconduction de l'accord-cadre.....	6
Article 8 - Lieu d'exécution.....	7
Article 9 - Documents contractuels.....	7
Article 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
10.1 Représentation des parties au marché.....	7
10.2 Délais d'exécution.....	8
10.3 Exigences relatives aux prestations.....	8
10.4 Personnes affectées à la réalisation des missions.....	8
10.5 Obligations du titulaire.....	9
10.6 Constatation de l'exécution des prestations.....	9
10.7 Garantie.....	10
10.8 Pénalités.....	10
Article 11 - Régime financier.....	12
11.1 Forme et contenu des prix.....	12
11.2 Avances.....	13
11.3 Variation des prix.....	13
11.4 Modalités financières.....	14
11.5 Intérêts moratoires.....	15
11.6 Modalités de facturation.....	15
Article 12 - Régime des droits de propriété intellectuelle.....	17
12.1 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats.....	17
12.2 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux connaissances antérieures.....	17
12.3 Prix de la cession des droits.....	17
Article 13 - Traitement des données à caractère personnel.....	17
13.1 Objet du traitement des données à caractère personnel.....	18
13.2 Obligation du titulaire dans le traitement des données.....	18
13.3 Sous-traitance des activités de traitement des données.....	18
13.4 Droit d'information des personnes concernées.....	18
13.5 Exercice des droits des personnes.....	18
13.6 Notification des violations de données à caractère personnel.....	18
13.7 Assistance.....	18
13.8 Mesures de sécurité.....	18
13.9 Sort des données.....	19
13.10 Délégué à la protection des données.....	19
13.11 Registre des activités de traitement.....	19
13.12 Documentation.....	19
13.13 Obligations de l'autorité adjudicatrice relativement au titulaire.....	19
Article 14 - Dispositions diverses.....	19
14.1 Forme des notifications et des informations.....	19
14.2 Langue.....	19

14.3 Sous-traitance.....	19
14.4 Assurances.....	19
14.5 Agrement ministeriel.....	20
14.6 Autres obligations administratives.....	20
14.7 Résiliation.....	20
14.8 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	20
14.9 Règlement amiable des litiges.....	21
14.10 Litiges et contentieux.....	21
Article 15 - DEROGATIONS AU CCAG.....	21
ANNEXE 1: Référentiel des personnels.....	22

Article 1 - Préambule – Contexte

Ce CCAP est établi pour le marché de contrôle technique de Paramed 2, les conditions sont les mêmes que pour Paramed 1.

Article 2 - Définitions

2.1 Contrôle technique de la construction

Le contrôle technique de la construction vise à prévenir les aléas techniques susceptibles de se produire dans les projets de construction notamment et pouvant entraîner des sinistres.

Le contrôle technique se fait principalement dans les domaines de la solidité de l'ouvrage et de la sécurité des personnes, particulièrement par la vérification du respect des règles de l'art.

Le contrôleur technique intervient à la demande du maître de l'ouvrage et donne son avis à ce dernier sur les problèmes d'ordre technique, dans le cadre du contrat qui le lie à celui-ci.

2.2 Résultat du marché

En complément de l'article 23.1 du CCAG-PI, le Résultat du marché désigne :

- les livrables à fournir;
- les avis à émettre.

2.3 Savoir-faire apporté par le pouvoir adjudicateur

En complément de l'article 23.2 du CCAG-PI, le savoir-faire apporté par le pouvoir adjudicateur désigne : l'ensemble des processus et procédure conduites par le maître d'ouvrage, ou un intervenant de l'opération lié par un marché tiers au maître d'ouvrage.

Le service bénéficiaire ne met à la disposition du titulaire aucun personnel.

2.4 Connaissances antérieures

En complément de l'article 23.6 du CCAG-PI, les connaissances antérieures désignent : l'ensemble des documents et informations nécessaires à la bonne exécution de la mission du titulaire du marché, communiqués en toutes circonstances par l'ensemble des intervenants (programmiste, maître d'oeuvre, CSPS, contrôleurs techniques, entreprises...).

Tout titulaire acquiert des informations liée à son activité dans le périmètre de l'accord-cadre à titre confidentiel. Il doit en faire un usage strictement destiné à l'exercice exclusif de ses missions et s'interdire toute diffusion, même à ses proches.

Pour tout manquement aux obligations de discrétion, le marché concerné peut être résiliés aux frais et torts du titulaire, sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

2.5 Tiers désignés

En complément de l'article 23.7 du CCAG-PI, les Tiers désignés désignent : les représentants du maître d'ouvrage, ainsi que l'ensemble des intervenants de l'opération liés par un marché tiers au maître d'ouvrage.

Article 3 - Allotissement

Les prestations ne sont pas alloties.

N°	Intitulés lots séparés
1	Mission de contrôle technique de la construction – département des Bouches-du-Rhône (13).
2	Mission de contrôle technique de la construction – département du Vaucluse (84).
3	Mission de contrôle technique de la construction – département du Var (83).
4	Mission de contrôle technique de la construction – département des Alpes-Maritimes (06).

Article 5 - Procédure de passation

L'accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en vertu des articles 67 et suivants du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Article 6 - Forme et étendue de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est mono-attributaire par lot (un attributaire par lot).

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et sans maximum pour l'ensemble des lots (1 à 5).

Article 7 - Durée de l'accord-cadre

7.1 Cadre général

Chaque lot est conclu pour la durée suivante :

- Lot 1 : 24 mois
- Lot 2 : 24 mois
- Lot 3 : 24 mois
- Lot 4 : 24 mois
- Lot 5 : 24 mois

Ces durées s'entendent hors reconduction(s) éventuelle(s).

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

7.2 Reconduction de l'accord-cadre

Lots	Reconductions
Lot 1 : Mission de contrôle technique de la construction – département des Bouches-du-Rhône.	Nombre : 1 Modalités : Reconductible 1 fois pour une durée maximale de 4 ans
Lot 2 : Mission de contrôle technique de la construction – département du Vaucluse.	Nombre : 1 Modalités : Reconductible 1 fois pour une durée maximale de 4 ans
Lot 3 : Mission de contrôle technique de la construction – département du Var.	Nombre : 1 Modalités : Reconductible 1 fois pour une durée maximale de 4 ans
Lot 4 : Mission de contrôle technique de la construction – département des Alpes-Maritimes.	Nombre : 1 Modalités : Reconductible 1 fois pour une durée maximale de 4 ans
Lot 5 : Mission de contrôle technique de la construction – département des Alpes-de-Haute-Provence et département des Hautes-Alpes.	Nombre : 1 Modalités : Reconductible 1 fois pour une durée maximale de 4 ans

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite.

Dans le cas d'une non reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre avec un préavis de 3 mois.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Article 8 - Lieu d'exécution

Les opérations de travaux se dérouleront dans le périmètre géographique de chacun des lots.

Lot 1 : Département des Bouches-du-Rhône

Lot 2 : Département du Vaucluse

Lot 3 : Département du Var

Lot 4 : Département des Alpes-Maritimes

Lot 5 : Département des Alpes-de-Haute-Provence et département des Hautes-Alpes

Article 9 - Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes dont l'annexe financière ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 ;
- le mémoire technique du titulaire.

Article 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 Représentation des parties au marché

10.1.1 Représentation du pouvoir adjudicateur

L'interlocuteur désigné par le maître d'ouvrage est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification du marché.

Le maître d'ouvrage notifie toute modification de l'interlocuteur au prestataire.

10.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, le pouvoir adjudicateur de toute modification d'interlocuteur.

10.1.3 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du prestataire. De même, le prestataire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du maître d'ouvrage. Tout refus sera motivé.

Le prestataire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 7 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

10.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont fixés dans le CCP du marché.

Le point de départ du délai d'exécution est fixé dans le CCP du marché.

Lorsque le titulaire du marché est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé.

10.3 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

Le service bénéficiaire veille à ce que l'ensemble des documents et informations nécessaires à la bonne exécution de la mission du titulaire du marché, lui soient communiqués en toutes circonstances par l'ensemble des intervenants (maître d'œuvre, contrôleurs techniques, entreprises ...).

Le bénéficiaire veille à ce que le contrôleur soit associé pendant toutes les phases de l'opération à l'élaboration et à la réalisation du projet de l'ouvrage, en particulier en lui donnant accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre et en le rendant destinataire, dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission, de toutes les études réalisées par celui-ci. Il notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception. En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

Le service bénéficiaire ne met à la disposition du titulaire aucun personnel.

Les marchés pourront porter sur des travaux intéressant la défense. Dans ce cas des contrôles seront mis en place, notamment le contrôle nominatif des intervenants, le contrôle d'accès sur le lieu de l'exécution des prestations, le contrôle des véhicules.

10.4 Personnes affectées à la réalisation des missions

A la remise de l'offre de chaque marché, les titulaires proposent au représentant du service bénéficiaire, la ou les personnes physiques compétentes pour exécuter la mission de contrôle technique. A ce titre, les titulaires communiquent au représentant du service bénéficiaire à l'origine de la demande le nom, les qualifications et expériences de l'équipe affectée.

Les personnes physiques désignées par le prestataire pour exercer la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage en contrôle technique doivent, en permanence et pendant toute la durée du marché, posséder une compétence au moins équivalente à celle présentée à l'attribution du marché, sous peine de résiliation immédiate du marché pour faute du prestataire.

Le titulaire veillera à disposer des ressources nécessaires pour intervenir sur des constructions neuves, comme sur des projets de modification de bâtiments existants.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le représentant du service bénéficiaire. Tout changement d'économiste affecté doit immédiatement être notifié au représentant du service bénéficiaire et être dûment motivé. Le représentant du service bénéficiaire se réserve le droit de refuser ce changement de prestataire en cours de mission.

Dans ce cas et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI :

- le titulaire propose au représentant du service bénéficiaire une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 3.4.3 du CCAG-PI ;
- l'accord du représentant du service bénéficiaire sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite ;

- si le représentant du service bénéficiaire refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le représentant du service bénéficiaire récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 32 du CCAG-PI.

10.5 Obligations du titulaire

10.5.1 Obligation de conseil

Le prestataire a un devoir de conseil s'il se rend compte, lors de ses interventions, d'un risque potentiels d'aléa technique au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

10.5.2 Obligation d'information

Le prestataire est tenu de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de l'opération.

10.5.3 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le pouvoir adjudicateur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

L'utilisation par le prestataire de la référence au marché ou aux prestations réalisées dans le cadre du marché, peut être subordonnée à l'accord écrit et préalable du maître d'ouvrage, s'il le spécifie dans le CCP.

10.5.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du prestataire est soumise à des mesures de sécurité en terme de contrôle d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

10.5.5 Responsabilité du prestataire

La responsabilité du contrôleur technique est régie par le droit de la construction.

Le titulaire est assujéti à une obligation de résultat s'agissant du respect des délais et de la qualité des livrables sous peine de mise en oeuvre des pénalités de retard, de réfections voir de la résiliation du marché.

Le prestataire est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le prestataire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

10.6 Constatation de l'exécution des prestations

10.6.1 Contrôle

Les contrôls d'exécution des prestation s'effectue par les livrables demandés, ainsi que par les actes de

présence aux réunions de l'opération et convocations du maître d'ouvrage.

10.6.2 Opérations de vérification

Les opérations de vérifications sont menées par le maître d'ouvrage ou un représentant.

10.6.3 Décision après vérifications

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-PI, différents éléments de mission pourront faire l'objet d'une seule décision de réception signée du bénéficiaire et notifiée par ordre de service.

La décision de réception des prestations avec ou sans réfaction, l'ajournement ou le rejet de documents ou avis sera notifié au titulaire dans le délai de quinze (15) jours calendaires à compter de leur réception.

La réception d'un élément de mission ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent.

10.7 Garantie

Les prestations du présent marché font l'objet d'une garantie technique d'une année qui porte sur les défauts de prestations propres au contrôle technique. Cette garantie se dissocie de la garantie de parfait achèvement.

L'ensemble des garanties précédentes s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles du code civil.

Pour rappel, les garanties qui portent sur une opération sont:

- la garantie de parfait achèvement (articles 1792-6 suivants du Code civil) porte sur les défauts de conformité et désordres signalés par le maître de l'ouvrage, pendant un délai d'un an à compter de la réception de l'ouvrage. Le cas échéant, le délai de garantie peut être prolongé par décision du représentant du pouvoir adjudicateur jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations.
- la garantie de bon fonctionnement (article 1793-3 du Code civil) porte sur le mauvais fonctionnement des équipements dissociables du bâtiment, pendant au minimum deux années suivant la réception de l'ouvrage. Cette garantie couvre les éléments qui peuvent être retirés ou remplacés sans détériorer le gros oeuvre.
- la garantie décennale (article 1792 du Code civil) porte sur les dommages qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou le rendent impropre à sa destination, pendant 10 ans suivant la réception de l'ouvrage. Cette garantie couvre les éléments qui ne peuvent être démonté sans détériorer le gros oeuvre.

10.8 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long du marché, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général du marché.

10.8.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Pénalités de retard de remise de documents :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, l'absence de production des documents (livrables) relatifs aux éléments de missions dans les délais fixés par le calendrier du marché, entraîne l'application de pénalités calculée par l'application de la formule suivante :

$$P = V \times R/50$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité en € HT

R = nombre de jours de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Pénalités d'absence aux réunions :

Toute absence à une réunion convenue préalablement et assortie d'une convocation à l'initiative du représentant du service bénéficiaire entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 200 euros.

Pénalités pour indisponibilité :

En cas de retard d'un ou plusieurs avis entraînant l'arrêt des prestations d'un tiers, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 10$$

dans laquelle

P : montant de la pénalité en € HT

V : valeur journalière de la prestation du tiers

R : nombre de jours de retard.

L'indisponibilité est le temps qui s'écoule entre la fin du délai contractuel d'émission de l'avis faite au prestataire et son émission effective.

10.8.2 Pénalités liées à des obligations administratives

Pénalité(s) pour sanctionner le retard de transmission d'informations relatives à la société du titulaire :

En cas de modification apportée à la dénomination, au statut, aux coordonnées bancaires ou postales ou à l'adresse du titulaire, sans communication de ces informations au pouvoir adjudicateur dans les 30 jours à compter du fait générateur, il sera appliqué une pénalité de 10€/jours jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation du marché.

10.8.3 Plafonnement des pénalités

Si le montant des pénalités est supérieur à 20% du montant du marché, le service bénéficiaire se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnisation et faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

En cas de groupement, les pénalités seront réparties entre les cotraitants, conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du bénéficiaire à l'égard des autres entrepreneurs.

10.8.4 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG PI, le prestataire ne sera pas exonéré des pénalités, quel qu'en soit le montant pour l'ensemble du marché.

11.1 Forme et contenu des prix

Les prestations seront rémunérées suivant la forme de prix suivante :

N° lot	Intitulés lots séparés	Prix	Type de P.M.	BC / QD	Min / Max	Variation de prix
1	Mission de contrôle technique de la construction – département des Bouches-du-Rhône.	Prix mixte (prix forfaitaire sur les prestations obligatoires et prix unitaire sur les prestations supplémentaires)	Annexe financière	A bons de commande	Sans mini / maxi	Prix révisables
2	Mission de contrôle technique de la construction – département du Vaucluse	Prix mixte (prix forfaitaire sur les prestations obligatoires et prix unitaire sur les prestations supplémentaires)	Annexe financière	A bons de commande	Sans mini / maxi	Prix révisables
3	Mission de contrôle technique de la construction – département du Var	Prix mixte (prix forfaitaire sur les prestations obligatoires et prix unitaire sur les prestations supplémentaires)	Annexe financière	A bons de commande	Sans mini / maxi	Prix révisables
4	Mission de contrôle technique de la construction – département des Alpes-Maritimes	Prix mixte (prix forfaitaire sur les prestations obligatoires et prix unitaire sur les prestations supplémentaires)	Annexe financière	A bons de commande	Sans mini / maxi	Prix révisables
5	Mission de contrôle technique de la construction – département des Alpes-de-Haute-Provence et département des Hautes-Alpes	Prix mixte (prix forfaitaire sur les prestations obligatoires et prix unitaire sur les prestations supplémentaires)	Annexe financière	A bons de commande	Sans mini / maxi	Prix révisables

Dans le tableau ci-dessus :

- « PM » = « prix mixte »,
- « BC » = « bons de commande »,
- « QD » = « quantités demandées »

Les prix forfaitaires figurent dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- la concession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 5 du CCAG-PI (OPTION A) ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison indiquée au CCTP. A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- le suivi commercial
- la période de recouvrement lors des changements éventuels de coordonnateurs, y compris les frais d'établissement en commun du procès-verbal de passation de consignes ;
- le temps passé pour l'accueil des entreprises, les visites communes d'inspection et la participation aux réunions de chantier ;
- les frais d'établissement et de diffusion des documents ;
- les frais de conservation des documents pendant les délais réglementaires ;
- les prix de reproduction et d'informatisation des documents.

11.2 Avances

Les modalités de versement de l'avance seront conformes aux dispositions des articles 110 à 113 du décret n°360-2016 relatif aux marchés publics.

11.3 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Clause de sauvegarde :

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à **3 %**, l'accord-cadre pourra être résilié, par l'acheteur, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

Périodicité de révision des prix :

Ils sont révisés annuellement à la date anniversaire de la notification du marché et calculés par l'Administration deux semaines avant la date anniversaire au moyen du dernier index publié (révision provisoire).

Les nouveaux prix sont applicables aux bons de commandes établis postérieurement à la date anniversaire de notification.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût de la prestation sont réputées réglées par la stipulation suivante : les prix sont révisables.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix du marché est l'index

INGENIERIE créé par la circulaire économie et finances C.C.M./121 du 19 février 1974 (base 100 en janvier 1973).

La révision de prix est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C = 0,125 + (0,875 \ln/lo)$$

dans laquelle :

lo = valeur du dernier index ingénierie publié le mois Mo Etudes (mois d'établissement des prix).

In = valeur du dernier index ingénierie publié du mois n (date anniversaire du marché).

11.4 Modalités financières

11.4.1 Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est fixée à un mois. La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des article 114 et 115 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sur la base des prestations effectuées.

Le solde est justifié à partir du constat du service fait selon les modalités suivantes. Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

En application des dispositions de l'article 11.8, du C.C.A.G./P.I., la réception de l'ensemble des prestations relative à un bon de commande donnera lieu à paiement partiel définitif.

Chaque bon de commande fera l'objet d'une réception. Cette réception interviendra au plus tard à la levée des dernières réserves du ou des marchés de travaux. Elle sera de plus subordonnée à la remise complète des documents commandés.

Pour chaque bon de commande, la décision du représentant du pouvoir adjudicateur de réceptionner (avec ou sans réfaction), d'ajourner ou de rejeter les documents ou avis sera notifiée au titulaire dans les 2 mois qui suivent la date théorique de réception définie ci-dessus.

Par dérogation à l'article 27 du C.C.A.G./P.I. et pour chaque bon de commande, l'acceptation par le représentant du pouvoir adjudicateur du décompte final relatif à l'ensemble des prestations d'un bon de commande vaut décision de réception de l'ensemble des prestations de ce bon de commande.

Par dérogation aux articles 27 et à l'article 2 du C.C.A.G./P.I., le paiement du solde de chaque bon de commande vaut notification de la réception et sa date d'effet est celle du projet de décompte final remis par le coordonnateur. A la fin du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur établit le décompte général définitif pour l'ensemble des commandes passées. La signature de ce décompte par le titulaire vaut acceptation.

11.4.2 Retenue de garantie et cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie. Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles 127 à 131 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

11.5 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours**.

La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret sus-visé.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

11.6 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par l'acheteur. Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

NB: Les services pourront demander au chargé du contrat de leur faire parvenir une copie de la facture par mail le cas échéant.

11.6.1. Mentions obligatoires

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du Code Général des Impôts et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique. Les factures comportent notamment les mentions suivantes :

- le code du service exécutant
- le numéro du bon de commande
- la date de livraison
- la référence du marché
- le cas échéant, le numéro de l'ordre de service
- le numéro de l'accord-cadre et le numéro d'engagement juridique Chorus ou le numéro de bons de commande pour les établissements et opérateurs de l'État n'utilisant pas Chorus ;
- la désignation du service pour lequel les travaux sont réalisés ;
- l'adresse précise des locaux concernés ;
- les travaux effectués (descriptif sommaire des travaux conforme au BPU) ;
- le montant total HT de la facture ;
- le taux de la TVA applicable ;

- le montant total TTC de la facture.

11.6.1. Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

11.6.3. Frais particuliers

Les frais de facturation sont inclus dans les prix figurant à l'annexe financière.

11.6.4 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

11.6.5. Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique;
- du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

a) Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :

- ✓ par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
- ✓ en utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

c) Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

et

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1>

rubrique « nous contacter »

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'imposera aux fournisseurs, en fonction de la catégorie de leur entreprise, entre le 1er janvier 2017 (pour les grandes entreprises et les personnes publiques) et le 1er janvier 2020 (pour les micro entreprises).

Dans cet intervalle, la possibilité est laissée aux fournisseurs d'adresser leurs factures par courrier.

Les factures sont établies en 3 exemplaires et envoyées à l'adresse figurant dans le bon de commande émis par l'administration.

Article 12 - Régime des droits de propriété intellectuelle

12.1 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats

Le régime des droits de propriété intellectuelle afférent aux Résultats est celui de **l'option A**.

En complément de l'article A.25 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur et les tiers désignés disposent du droit d'utiliser les résultats pour :

- les besoins découlant de l'objet du marché;
- les modes d'exploitations suivants : reproduction (droit de reproduire les résultats, sans limitation de nombre, par tous procédés et sur tous supports); présentation et distribution (droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, modes et procédés, à des fins d'information et de promotion); réemploiement (utilisation, arrangement, incorporation, adaptation, correction et traduction).

12.2 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux connaissances antérieures

En complément de l'article 24 du CCAG-PI, le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure de l'exécution du marché, des Connaissances antérieures mises en oeuvre pour la réalisation de l'objet du marché et du régime des droits y afférent. Les droits afférents aux Connaissances antérieures sont concédés dans les conditions de l'article 24.2 du CCAG-PI.

12.3 Prix de la cession des droits

La cession des droits de propriété intellectuelle est compris dans le marché.

Article 13 - Traitement des données à caractère personnel

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'autorité adjudicatrice et le titulaire du contrat s'engagent à respecter le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « *le règlement européen sur la protection des données* » ou « *RGPD* »).

Pour l'application des présentes clauses :

- * l'autorité adjudicatrice est le responsable du traitement des données au sens du RGPD ;
- * le titulaire du contrat est le sous-traitant du traitement des données au sens du RGPD.

Ainsi, la présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer

pour le compte de l'autorité adjudicatrice les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

13.1 Objet du traitement des données à caractère personnel

Le titulaire, pour le compte et sous la responsabilité de l'autorité adjudicatrice assure, pour la durée du présent contrat, le traitement de données à caractère personnel dont la collecte est nécessaire pour assurer l'exécution de la prestation.

Les données à caractère personnel sont, notamment :

- les coordonnées,
- les noms,
- les données de localisation,
- les identifiants en ligne.

13.2 Obligation du titulaire dans le traitement des données

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions de l'article 28.3 du RGPD.

13.3 Sous-traitance des activités de traitement des données

Lorsque le titulaire fait appel à un (ou plusieurs) sous-traitant(s) pour effectuer les activités de traitement des données, il en informe préalablement et par écrit l'autorité adjudicatrice.

Outre les mentions obligatoires de la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 ou équivalent), cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant de rang ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance.

En tant que responsable de traitement, l'autorité adjudicatrice dispose d'un délai de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections et/ou accepter la sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée sans l'accord express de l'autorité adjudicatrice.

13.4 Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au titulaire du contrat d'indiquer aux personnes concernées qu'ils font l'objet d'une opération de traitement de données conformément aux articles 13 à 14 du RGPD.

13.5 Exercice des droits des personnes

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'autorité adjudicatrice et dans les délais prévus par l'article 15 du RGPD, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

13.6 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire du contrat notifie à l'autorité adjudicatrice toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance.

Conformément à l'article 33 du RGPD, cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'autorité adjudicatrice, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

13.7 Assistance

Le titulaire aide l'autorité adjudicatrice :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle (CNIL).

13.8 Mesures de sécurité

Le titulaire met, *a minima*, en œuvre les mesures de sécurité permettant de garantir la confidentialité (pseudonymisation et le chiffrement, etc) et la sécurité des données à caractère personnel.

13.9 Sort des données

Au terme de l'exécution du présent contrat, le titulaire doit détruire toutes les données à caractère personnel.

13.10 Délégué à la protection des données

Le titulaire désigne à l'autorité adjudicatrice son délégué à la protection des données, conformément à l'article 37 du RGPD, ou, à défaut, l'identifié et les coordonnées du contact dédié à ces questions.

13.11 Registre des activités de traitement

Conformément aux dispositions de l'article 30 du RGPD, le titulaire tient par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'autorité adjudicatrice.

13.12 Documentation

Le titulaire du contrat met à la disposition de l'autorité adjudicatrice la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits.

13.13 Obligations de l'autorité adjudicatrice relativement au titulaire

En tant que responsable de traitement, l'autorité adjudicatrice s'engage à :

1. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire du contrat ;
2. veiller pendant toute la durée du traitement, au respect par le titulaire de ses obligations, prévues par le RGPD, notamment en réalisant des audits et des inspections.

Article 14 - Dispositions diverses

14.1 Forme des notifications et des informations

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

14.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français.

14.3 Sous-traitance

Le contrat est conclu *intuitu personae*.

La sous-traitance n'est donc pas autorisée dans le cadre du présent marché.

14.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations. Dans un délai de quinze jours à

compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être titulaire d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du pouvoir adjudicateur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite au pouvoir adjudicateur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

14.5 Agrément ministériel

Avant notification et tout au long de l'exécution de l'accord cadre, le contrôleur technique doit être titulaire de l'agrément ministériel visé à l'article L 111-25 du Code de la Construction et de l'Habitation correspondant aux missions de contrôle technique qui lui sont confiées.

14.6 Autres obligations administratives

Si le titulaire recourt, en cours d'exécution du marché, à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

14.7 Résiliation

Les marchés font l'objet de résiliations individuelles, la résiliation d'un marché n'affecte pas l'exécution des autres marchés en cours.

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 29 à 36 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

- Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu est fixé à 5%.

- Résiliation pour faute du titulaire

Si le marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 32 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptée par le représentant du bénéficiaire est rémunérée avec un abattement de 10% ou l'application des pénalités contractuelles si elles sont supérieures.

- Résiliation suite aux pénalités

Si le montant des pénalités est supérieur à 20% du montant du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnisation. Les pénalités restent dues.

- Résiliation pour non respect des obligations légale

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus aux articles 44 et 46 du code des marchés publics, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail conformément à l'article 46 du code des marchés publics, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

En cas d'absence de production des pièces justifiant de la régularité du détachement du salarié, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

14.8 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues au CCAG visé par le présent marché.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouvel assistant à maîtrise d'ouvrage désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au représentant du service bénéficiaire. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai maximal de 7 jours calendaires à compter de la demande du représentant du service bénéficiaire.

Le nouvel assistant à maîtrise d'ouvrage accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à l'opération ayant donné lieu au marché attribué au titulaire.

14.9 Règlement amiable des litiges

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Le comité consultatif compétent est pour les litiges relatifs à l'application des clauses de l'accord-cadre, est le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Paris :

Préfecture de la région Île-de-France

Préfecture de Paris

5, rue Leblanc

75911 Paris cedex 15

Tél. : 01.82.52.42.67 ou 01.82.52.40.00

Fax : 01.82.52.42.95

Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr

Le comité consultatif compétent, pour les litiges relatifs à l'application des clauses du marché est le tribunal administratif dans le ressort duquel est situé l'ordonnateur ayant signé l'acte d'engagement du marché.

14.10 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis au tribunal compétent.

Article 15 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci après:

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
8.4.	3.4.3	Modification du délai de remplacement de la personne désignée
8.7.3.	27	Mutualisation de la réception des prestations
8.8.1.	14.1	Modification de la formule de pénalisation
8.8.4.	14.3	Suppression de l'exonération aux pénalités

ANNEXE 1: Référentiel des personnels

Référentiels des niveaux et positions hiérarchiques des personnels du contrôleur technique.
(tirés de la mise en place de la nouvelle classification des ETAM du SYNTEC)

LES TROIS NIVEAUX HIÉRARCHIQUES DE BASE

TYPES DE FONCTIONS	FONCTIONS	ASPECTS FONDAMENTAUX				CARACTERISTIQUES COMMUNES		
		TYPE D'ACTIVITE		ETENDU DE LA COMPETENCE	DEMARCHE INTELLECTUELLE	AUTONOMIE INSTRUCTIONS ET CONTROLES HIERARCHIQUES	RESPONSABILITES A L'EGARD D'AUTRUI	CONNAISSANCES REQUISES - THEORIQUES - DE L'ENVIRONNEMENT
		OBJET DU TRAVAIL	ORGANISATION DE LA CONDUITE DU TRAVAIL					
3	Conception ou Gestion élargie	Prise en charge de problèmes complets	- Imaginer pour intégrer les éléments divers du problème - Découper le problème en problèmes secondaires	Référence à plusieurs techniques complémentaires	Du général au particulier par déduction	- Directives concernant le cadre de l'activité, définissant l'objectif - Compte rendu d'actions sous une forme achevée (rapports, exposés) - La qualité des travaux est du domaine de l'appréciation	A généralement une responsabilité technique ou de gestion vis-à-vis du personnel de qualification moindre	Niveau III de l'E.N. (BTS, DUT...) enseignement de genre synthétique fondé sur une pédagogie culturelle
2	Etude ou préparation	Prise en charge d'activités fractionnées ou cycliques	- Concrétiser - Développer - Faire apparaître des difficultés d'ordre pratique	Référence à une technique connue	Du particulier au particulier par analogie	- Instructions de caractère général portant sur des méthodes, avec initiative sur le choix des moyens et la succession des étapes - Compte rendu d'actions le plus souvent sous forme de narrations à caractère descriptif - La qualité des travaux sera contrôlée par sondage	Peut avoir la responsabilité technique du travail réalisé par du personnel de qualification moindre	- Niveau IV de l'E.N. (Bac...) - Et connaissance de l'environnement (entreprise, matériel, organisation)
1	Exécution	Exécution de travaux constitués de modes opératoires définis, codifiés, ordonnés	- Concrétiser - Développer - Faire apparaître des difficultés d'ordre pratique	Référence à un métier d'exécution	Du particulier au particulier par simple identification	- Instructions précises - Informations sur les méthodes à utiliser et les moyens disponibles - Comptes-rendus d'actions oraux, portant sur des faits concrets du travail - Le travail est facilement contrôlable par des destinataires des travaux	Néant	- Niveau V de l'E.N. (CAP...) enseignement fondé sur une pédagogie démonstrative - Connaissance du contexte immédiat suffisant

LES DOUZE POSITIONS

TYPE DE FONCTIONS	CRITERES	INNOVATION	ROLE A L'EGARD DE L'OBJECTIF	AUTONOMIE
	FONCTIONS			
3	3	Faculté d'adaptation à des problèmes présentant un caractère de nouveauté sur le plan technique	Etudes et propositions destinées à compléter l'objectif initialement défini	Même que 3.2 Son supérieur est un cadre
	2	Recherche et adopte des solutions valables en transposant des dispositions déjà éprouvées dans des conditions différentes	Propositions de modifications de certaines caractéristiques de l'objectif initialement défini	Recours à l'assistance avec proposition à l'appui en cas de difficulté technique ou d'incompatibilité avec l'objectif
	1	Rechercher la compatibilité des solutions entre elles et avec l'objectif		Recours à l'assistance de règle en cas de difficultés ou d'incompatibilité avec l'objectif
2	CRITERES	AUTONOMIE		CONNAISSANCE DE L'ENVIRONNEMENT
	3	Aptitude à formuler des suggestions de nature à faire progresser les méthodes de travail		Complète (Entreprise, Techniques, Organisation, Clients) à cause du rôle de relais de cette fonction entre les fonctions de type 1 et 3
	2	Initiative d'établir entre les méthodes de travail proposées des choix appropriés		Niveau intermédiaire entre la position 2.1 et 2.3
	1	Connaissance des méthodes de travail proposées		Limitée à une technique Connaissance de l'environnement limitée au service
1	CRITERES	OBJET DU TRAVAIL		CONNAISSANCES REQUISES
	4.1 ET 4.2	Aspect professionnel élargi		Equivalentes au CAP + Expérience ou BP des métiers de base
	3.1 ET 3.2	Aspect professionnel total		Equivalentes au CAP des métiers de base
	2	Aspect professionnel partiel		Equivalentes au BEPC
	1	Sans aspect professionnel (analogie à la vie courante)		Sans formation